



FDU-INKINGI

Forces Démocratiques Unifiées



United Democratic Forces

☐+44-7988-883-576 ☐

info@fdu-rwanda.com; <http://fdu-rwanda.com>,

COMITE DIRECTEUR – STEERING COMMITTEE

"Pour un Etat de Droit, la Démocratie et l'Egalité de chances" ; "For the rule of law, democracy and equal opportunity"

COMMUNIQUE DE PRESSE

CONGRES EXTRA-ORDINAIRE DES FDU-INKINGI TENU A BRUXELLES DECEMBRE 2019

Les FDU-Inkingi ont tenu un Congrès extraordinaire à Bruxelles le 14 décembre 2019.

Ce Congrès a été ouvert par le président ad intérim Mr Justin Bahunga. Dans son allocution, le président ad-intérim a expliqué les circonstances qui ont motivé la tenue de ce congrès extraordinaire, notamment la démission de la présidente Mme Victoire Ingabire Umuhiza et la création de son nouveau parti. Il a tenu à remercier une fois de plus l'ex-présidente pour les sacrifices consentis et les efforts qu'elle continue à déployer pour l'ouverture de l'espace politique au Rwanda.

Mr Justin Bahunga s'est félicité de la maturité politique du Parti FDU INKINGI, maturité constatée entre autres, lors de la démission de l'ex-présidente du Parti. Il a par ailleurs rappelé que ce qui est important est d'avoir une structure forte plutôt que des hommes forts.

Les congressistes ont ensuite approuvé des amendements du règlement d'ordre intérieur et confirmé les membres du Bureau politique aux postes suivants :

- Président des FDU-Inkingi : Justin Bahunga
- Premier Vice-président : Placide Kayumba
- Secrétaire exécutif : Fidèle Kabera ;
- Trésorier : Mbonigaba Boniface.

Le secrétaire exécutif a ensuite présenté le rapport à mi-parcours du Comité directeur (CD). Après avoir entendu ce rapport, le Congrès s'est félicité du climat d'unité et de solidarité qui a permis la sérénité de travail dans les structures du Parti. Il demande au CD d'intensifier les contacts pour accélérer la transformation de la plateforme P5 en vue de son élargissement pour constituer une masse critique nécessaire à un changement rapide du pouvoir au Rwanda.

Après avoir fait le constat de l'échec d'enregistrer le parti au Rwanda et eu égard au refus persistant de dialogue par le régime du FPR, le Congrès a demandé au CD de poursuivre tous les efforts nécessaires afin de faire accepter cette logique de dialogue inter-rwandais hautement inclusif, seule voie susceptible de conduire à une paix et une stabilité durable.

Sur base des témoignages des rescapés, et compte tenu de nombreux éléments rassemblés par différentes organisations et chercheurs en complément du [rapport Mapping](#), qui affirment tous qu'il y a eu des tueries en masse perpétrées contre les HUTU aussi bien au Rwanda que dans les pays voisins, les FDU-Inkingi reconnaissent que ces massacres constituent des actes de génocide contre les Hutu qui ont été perpétrés par des membres de l'armée du FPR qui dirige actuellement le Rwanda.

Le Congrès recommande fermement au Comité directeur (CD) de se concerter avec les autres forces politiques et les organisations de la société civile rwandaise pour appuyer les démarches en cours afin qu'il soit mis en place des mécanismes judiciaires ad hoc pour que les commanditaires et les responsables de ces actes de génocide répondent de leurs actes.

Les membres du Congrès restent convaincus qu'aucune réconciliation ne sera effective sans la reconnaissance d'actes de génocide et d'autres violations graves du droit international humanitaire commis contre toutes les composantes de la population rwandaise sur le territoire du Rwanda et sur le territoire d'États voisins. Le deuil discriminatoire pratiqué actuellement au Rwanda est une source latente de nouveaux conflits.

Le Congrès tient à réaffirmer sans équivoque sa reconnaissance du génocide contre les tutsi. Il dénonce fermement l'utilisation du génocide contre les tutsi comme fonds de commerce par le FPR et ses acolytes, pour museler toute voix dissidente.

Le congrès condamne vigoureusement les massacres actuellement perpétrés par l'armée rwandaise sous l'uniforme de l'armée congolaise en RDC. Il appelle le président Congolais à ne pas continuer à se rendre complice d'une armée qui a déjà massacré des millions de Congolais et de rwandais tel qu'établi par le rapport Mapping. Il appelle également les pays de la région à donner priorité à la protection des réfugiés rescapés des tueries de l'armée de Paul Kagame et à contraindre ce dernier à négocier avec toute son opposition, comme cela se fait dans d'autres pays.

Le congrès condamne avec la dernière énergie la détention de 2000 réfugiés y compris des enfants, femmes et hommes âgés dans le camp de Nyamuyinyi au Sud Kivu (RDC), dans des conditions d'insalubrité, de promiscuité, d'accès difficile à l'eau, sans nourriture et soins de santé. Il rappelle au Gouvernement de la RDC de son obligation de garantir le respect de la dignité humaine et les principes du droit humanitaire envers ces réfugiés.

Le Congrès lance un appel au Conseil de sécurité de l'ONU, à l'Union Africaine et à l'Union Européenne de prendre les mesures qui s'imposent pour que cesse l'impunité dans la région des Grands Lacs Africains, pour que le régime du Président Kagame respecte les droits de l'homme et mette fin aux disparitions et assassinats des opposants au Rwanda et à l'étranger.

Fait à Bruxelles le 14 décembre 2019

Fidèle Kabera
Secrétaire Général

PRESS RELEASE

EXTRAORDINARY FDU-INKINGI CONGRESS HELD IN BRUSSELS DECEMBER 2019

The FDU-Inkingi held an extraordinary Congress in Brussels on 14 December 2019.

This Congress was opened by the Acting President Mr Justin Bahunga. In his speech, the Acting President explained the circumstances that led to the holding of this extraordinary congress, including the resignation of President Victoire Ingabire Umuhoza and the creation of her new party. He thanked once again the former president for the sacrifices made in an attempt to press for the opening of the political space in Rwanda.

Mr Justin Bahunga welcomed the political maturity of the FDU INKINGI Party, which had been demonstrated, among other things, after the resignation of the former Party President. He also recalled that what is important is to have strong structures rather than strong men.

The delegates then approved amendments to the internal regulations and confirmed the members of the Political Bureau for the following posts:

- President of the FDU-Inkingi: Justin Bahunga
- First Vice President: Placide Kayumba
- Executive Secretary: Fidèle Kabera;
- Treasurer: Mbonigaba Boniface.

The Executive Secretary then presented the management committee mid-term report. After hearing this report, the Congress welcomed the climate of unity and solidarity that had made it possible to work calmly in the Party's structures. It requests the management committee to intensify contacts to accelerate the transformation of the P5 platform with a view to its broadening to constitute a critical mass necessary for a rapid political change in Rwanda.

After noting the failure to register the party in Rwanda and given the persistent refusal of dialogue by the RPF regime, the Congress requested the management committee to pursue all necessary efforts to ensure acceptance of the rationale of a highly inclusive inter-Rwandan dialogue, the only way to achieve lasting peace and stability.

Based on the testimonies of survivors, and taking into account numerous elements gathered by various organizations and researchers in addition to the [Mapping report](#), all of which report mass killings of HUTUs both in Rwanda and in neighbouring countries, the FDU-Inkingi recognize that these massacres constitute acts of genocide against the Hutus perpetrated by members of the RPF army that currently leads Rwanda. The Congress strongly recommends that the Management Committee consult with other Rwandan political forces and civil society organizations to support ongoing efforts to establish ad hoc judicial mechanisms to hold the sponsors and perpetrators of these acts of genocide accountable.

The members of the Congress remain convinced that no reconciliation will be effective without the recognition of acts of genocide and other serious violations of international humanitarian law committed against all components of the Rwandan population in the territory of Rwanda and in the territory of neighbouring States. The discriminatory mourning currently practiced in Rwanda is a latent source of new conflicts.

Congress wishes to unequivocally reaffirm its recognition of the genocide against the Tutsis. The congress strongly denounces the use of the genocide against the Tutsis as a tool used by the RPF and its acolytes, to silence any dissenting voices.

The Congress strongly condemns the massacres currently being perpetrated by the Rwandan army under the uniform of the Congolese army in the DRC. It calls on the Congolese President not to continue to be an accomplice of an army that has already massacred millions of Congolese and Rwandans as established by the Mapping report. It also calls on the countries of the region to give priority to protecting refugees who have survived the killings of Paul Kagame's army and to force him to negotiate with all his opposition, as it is done in other countries.

The Congress condemns in the strongest terms possible the detention of 2,000 refugees, including elderly, women and children, and men in Nyamuyinyi camp in South Kivu (DRC), in filthy intractable, promiscuous, difficult access to water, without food and health care. It reminds the Government of the DRC of its obligation to ensure respect for human dignity and the principles of humanitarian law towards these refugees.

The Congress calls on the UN Security Council, the African Union and the European Union to take the necessary measures to put an end to impunity in the Great Lakes region to bring President Kagame's regime to respect human rights and to end enforced disappearances and murder of opponents in Rwanda and abroad.

Done at Brussels on 14 December 2019

Fidèle Kabera
Secretary General